



## PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne

Rennes, le

10 NOV. 2011

Autorité environnementale

**AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE**  
portant sur le projet de régularisation d'un élevage avicole  
avec mise à jour du plan d'épandage  
présenté par Mme Nelly LE CAM,  
reçu le 12/09/2011

### **Objet de la demande**

L'exploitation avicole de Mme LE CAM, implantée sur le site de « Restelouët » à Paule, dans le département des Côtes d'Armor, bénéficie d'une autorisation en date du 8 octobre 2010 pour 14 100 dindes de chair, soit 42 300 animaux équivalents (AE). Le pétitionnaire, régulièrement en sur-effectif, souhaite porter la capacité autorisée de son élevage à 15 600 dindes soit 46 800 AE.

Le site d'exploitation ainsi que les terres du plan d'épandage sont situés hors zone d'excédent structurel (ZES), hors zone d'action complémentaire (ZAC) et hors bassin versant contentieux (BVC).

Mme LE CAM ne dispose d'aucune terre en propre. Les déjections sont épandues sur les terres de deux prêteurs :

- Mme Even Claudine, qui exploite 74,6 ha de terres sur la commune de Paule. Les parcelles, toutes situées sur le bassin versant costarmoricain du Blavet, sont concernées par la mesure 3B-1 du SDAGE Loire-Bretagne visant à rééquilibrer la pression en phosphore à l'amont des retenues d'eau sensibles à l'eutrophisation ;
- M. Cougard, qui exploite 126 ha de terres réparties sur les communes de Paule, Glomel, Trebrivan, Maël-Carhaix et Le Moustoir. Ces parcelles sont concernées par la mesure 3B-2 du SDAGE, « Équilibrer la fertilisation lors du renouvellement des autorisations ».

### **Contexte réglementaire**

Selon l'article R122-13 du Code de l'environnement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement donne son avis sur le projet. Selon l'article R122-1-1 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente pour formuler cet avis est le préfet de Région.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du Code de l'environnement. Les articles R 512-3 à R 512-6 définissent le contenu du dossier de demande d'autorisation, l'article R 512-8 définit le contenu de l'étude d'impact et l'article R 512-9 celui de l'étude de dangers.

Le présent avis porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier l'étude d'impact et l'étude de dangers, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Cet avis sera inclus dans le dossier d'enquête publique et transmis au pétitionnaire.

### **Présentation du projet et de son contexte**

L'exploitation est implantée sur la commune de Paule, dans le canton de Maël-Carhaix. Cette zone n'est soumise à aucune contrainte environnementale particulière et l'extension des élevages est autorisée. Cependant, les terres du plan d'épandage sont concernées par les mesures 3B-1 ou 3B-2 du SDAGE.

#### **L'existant**

L'exploitation dispose pour son activité de deux poulaillers de 1 000 m<sup>2</sup> construits respectivement en 1972 et 1995. Le dossier d'étude d'impact ne donne aucune information sur l'état de ces bâtiments, dont l'un est âgé de près de quarante ans.

L'activité est autorisée pour un effectif de 14 100 dindes, ce qui correspond à une production de 8 322 kg d'azote et de 8 725 kg de phosphore.

#### **Le projet**

Le projet consiste en une régularisation de la situation existante. Le présent dossier ne prévoit aucune construction nouvelle, ni aucune autre intervention notable sur les bâtiments existants. Le nombre d'animaux déjà présents est de 15 600, ce qui revient à constater que la capacité d'accueil des bâtiments est suffisante (hors appréciation du bien-être des animaux).

La demande porte donc uniquement sur l'autorisation d'augmenter de 11 % la production d'azote et de phosphore, soit une production d'azote de 9 207 kg et une production de phosphore de 9 653 kg.

L'étude d'impact doit démontrer, compte tenu du choix de l'épandage de la totalité des déjections, que le milieu récepteur est en mesure d'absorber cette augmentation de production.

Les terres du plan d'épandage sont répertoriées dans un document séparé. Toutes les parcelles sont cartographiées et, pour chacune d'elles, l'aptitude à recevoir des déjections est précisée. Ce document synthétique informe le public de façon satisfaisante.

### **Caractère approprié des analyses développées dans le dossier**

L'état initial de l'environnement est établi de manière satisfaisante et les enjeux de reconquête de la qualité de l'eau sont répertoriés dans ce document.

A noter cependant que les dispositions 3 B-1 et 3 B-2 du SDAGE Loire-Bretagne applicables devraient être développées avec une plus grande précision dans cette étude d'impact :

- 3 B-1 : Rééquilibrer la fertilisation à l'amont de 14 plans d'eau,
- 3B-2 : Équilibrer la fertilisation lors du renouvellement des autorisations.

### État initial de l'exploitation

L'étude d'impact comporte des lacunes en ce qui concerne l'état initial de l'exploitation. Suite à la demande des services instructeurs, le dossier d'étude d'impact a fait l'objet d'un complément de la part du pétitionnaire qui ne répond que partiellement à cette demande, particulièrement sur la démonstration de non dégradation sur le paramètre « phosphore ». Pour justifier de l'absence d'information sur la pression initiale, le pétitionnaire fait valoir dans le dossier d'étude d'impact que la précédente autorisation est trop ancienne et qu'il n'est pas en mesure de donner des renseignements concernant la pression organique initiale.

Cette lacune dans la démonstration est particulièrement regrettable pour les terres situées dans le zonage 3B1, où elle constitue une exigence prioritaire dans le cadre de l'application de la doctrine régionale mise en œuvre en application du SDAGE.

Le principe de non dégradation de la pression en phosphore ne pouvant pas être apprécié, seul l'équilibre de la fertilisation peut être évalué.

### ■ Analyse des effets du projet sur l'environnement

#### *Impacts sur la faune et la flore*

L'étude d'impact répertorie avec une précision satisfaisante les milieux naturels de la zone et, compte tenu de l'éloignement des sites protégés, elle conclut que le projet n'aura pas d'incidence notable. Par ailleurs, la faune et la flore situées à proximité immédiate du projet ne présentent pas de caractère patrimonial particulier.

#### *Impacts sur l'eau et le sol*

Les effluents de l'élevage de volaille sont épanchés en totalité sur les terres de deux prêteurs. La pression moyenne en azote organique sur l'ensemble des terres est inférieure à 80 kg/ha soit une pression nettement plus faible que le plafond maximum autorisé de 170 kg/ha. En revanche, la pression en phosphore organique est forte. Les quantités de phosphore épanchées représentent, en moyenne, 130 % des exportations par les cultures sur les terres de M. Cougard et 122 % sur les terres de Mme Even. Cet excédent peut être estimé à 850 kg sur l'exploitation de Mme Even et à plus de 3 tonnes pour la totalité des terres épanchées.

Par ailleurs, le fumier n'est pas réparti uniformément sur l'ensemble des cultures ce qui conduit inévitablement à une sur-fertilisation annuelle sur certaines parcelles fertilisées. En effet, les effluents de volaille sont déséquilibrés au regard des exportations. Les cultures exportent en moyenne 2 kg d'azote pour 1 kg de phosphore, alors que le fumier de volaille apporte sensiblement autant d'azote que de phosphore. Pour un équilibre de la fertilisation, compte-tenu que les cultures exportent en moyenne 60 à 65 kg de phosphore, les apports maximum devraient être calculés en tenant compte du facteur le plus limitant.

Les modalités d'utilisation des effluents ne sont pas de nature à garantir un équilibre de la fertilisation sur les terres du plan d'épandage et aucun élément du dossier ne permet de penser que cet équilibre pourra être atteint dans les 5 ans (disposition 3B-2 du SDAGE).

### ***Compatibilité du projet avec les SAGE et le SDAGE***

Ce projet de régularisation n'est pas compatible avec les dispositions 3 B-1 et 3 B-2 du SDAGE qui ont pour objectif de rééquilibrer la fertilisation en phosphore.

### ***Justification du projet***

L'augmentation du nombre de dindes est justifiée du point de vue économique, afin de rendre l'exploitation pérenne. En revanche, aucun justificatif d'ordre environnemental n'est avancé. Compte tenu de l'impact environnemental de l'épandage des effluents, le pétitionnaire devrait présenter les alternatives étudiées permettant de justifier de son choix d'extension.

### ***Mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser les impacts***

Le projet ne saurait se limiter aux seules mesures relevant de la réglementation dès lors que certains impacts sur l'environnement n'ont pu être évités.

Même si le pétitionnaire, ne disposant d'aucune terre en propre, peut effectivement éprouver des difficultés à les élaborer, il importe que des mesures compensatoires adéquates soient proposées ou, à défaut, imposées. Elles pourraient notamment consister à participer effectivement au renforcement du maillage bocager pour limiter les effets d'érosion des sols.

### **Résumé de l'avis**

Le projet présenté dans ce dossier se limite à une régularisation des effectifs présents dans les deux poulaillers, sans aucune modification de la situation existante. Le projet stricto sensu n'aura aucun impact supplémentaire sur l'environnement par rapport à la situation actuelle (non autorisée pour le moment).

L'Autorité environnementale recommande cependant que

- le plan d'épandage soit complété, en intégrant des terres supplémentaires afin d'améliorer le bilan de fertilisation pour ce qui concerne le phosphore,
- des mesures en faveur de la lutte contre les phénomènes érosifs liés aux pratiques culturales soient prévues, à titre compensatoire.

Le Préfet de Région  
Préfet d'Ille-et-Vilaine



Michel CADOT